

2014

ÉLECTIONS PROVINCIALES

Petit guide pour mieux comprendre l'impact de la politique provinciale dans nos vies.



Égalité femmes-hommes



Lutte contre la pauvreté



Logements abordables



Salaire décent



Système de santé public



Gratuité scolaire



Environnement sain



Liberté d'expression



mepacq



Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec
1600 De Lorimier #396, Montréal (QC) H2K 3W5
Téléphone : 514-843-3236 | Télécopieur : 514-843-6512
info@mepacq.qc.ca | www.mepacq.qc.ca

► Qui sommes-nous?

Fondé en 1981, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÈPACQ) regroupe 11 Tables régionales en éducation populaire autonome qui rassemblent à leur tour plus de 300 groupes populaires et communautaires autonomes répartis partout à travers le Québec. Par le moyen de l'éducation populaire, nous travaillons ensemble à la transformation sociale de manière à faire émerger la solidarité et la justice sociale dans notre société.

► À qui s'adresse ce guide?

Ce guide s'adresse aux organismes qui font de l'éducation populaire auprès de la population. Il fait une brève présentation du fonctionnement de la politique québécoise, des enjeux électoraux et des principaux partis politiques. Il propose plusieurs activités d'éducation populaire en lien avec les sujets traités. À vous de choisir quel contenu et activités vous voulez partager avec les gens qui fréquentent votre organisme.

► AVERTISSEMENT!

Le MÈPACQ prend clairement position pour la redistribution de la richesse et l'amélioration des conditions de vie des personnes les plus pauvres. Il se positionne ouvertement contre les politiques néolibérales, les coupures dans les programmes sociaux et la privatisation et la tarification des services publics. Toutefois, il ne favorise aucun parti politique en particulier. À vous de faire la part des choses. À vous de questionner les candidatEs. À vous de vérifier si les programmes des partis politiques correspondent à ce que représente pour vous le Québec d'aujourd'hui et de demain.

Ce document peut être reproduit en tout ou en partie à la condition de mentionner la source.

ISBN : 978-2-9810727-4-0

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2014

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2014

4 mars 2014

LA POPULATION APPELÉE À VOTER

Dans les prochaines semaines, les QuébécoisES seront appelés aux urnes pour élire le prochain gouvernement du Québec. Alors que certainES l'ont fait des dizaines de fois, d'autres ne l'ont jamais fait. Chose certaine, le dépôt de notre bulletin de vote dans l'urne constitue un droit et un acte démocratique par lequel chaque citoyenNE est appeléE à exprimer sa volonté politique. Les élections provinciales traitent d'enjeux majeurs qui auront un impact sur nos vies à touTES.

À quoi bon aller voter?

Vous croyez peut-être que tous les partis politiques sont du pareil au même? Vous pensez qu'en fin de compte, voter pour un parti ou pour un autre ne changera absolument rien dans votre vie? Comme à chaque élection, la même question vous revient en tête : aller ou ne pas aller voter? Certains disent que voter c'est un droit. D'autres vont plus loin en disant que c'est plus qu'un droit, c'est un devoir parce qu'il y a encore beaucoup de gens dans le monde qui n'ont pas le droit de vote. D'autres, finalement, décideront de ne pas voter, soit pour des raisons personnelles, soit parce qu'aucun parti ne répond à leurs attentes.

Le MÉPACQ vous dira simplement que pour réveiller la démocratie, nous pouvons minimalement poser certains gestes : nous informer sur les enjeux qui nous touchent, questionner les candidatES et les partis politiques sur ces enjeux, comparer leurs positions et aller voter lorsqu'unE candidatE ou un parti propose des choix politiques qui correspondent à nos valeurs et à nos opinions.

Le vote stratégique

Voter stratégique, c'est quand une personne vote pour le parti qui a le plus de chance de battre celui qu'elle ne veut surtout pas voir élire. C'est ce qu'on appelle aussi "voter contre un parti". Voter stratégique, ça peut aussi vouloir dire voter pour le "moins pire" des partis quand celui qui correspond le plus à nos valeurs n'a pas de chance d'être élu.



Activité

Aller ou ne pas aller voter?

Tour de table pour se présenter. Demander aux participantES de dire s'ils ou elles ont l'intention d'aller voter cette année? Pourquoi oui? Pourquoi non? Votent-ils de manière stratégique ou selon leurs convictions? Est-ce mieux de voter pour ou contre un parti politique? Inscrire les réponses sur un tableau et en discuter en grand groupe.

L'ABC DE LA POLITIQUE

Les élections

Au Québec, il y a 125 circonscriptions électorales. Dans chaque circonscription, le ou la candidatE qui obtient le plus de votes est éluE pour représenter la population de ce territoire. Il ou elle devient alors députéE.

Le gouvernement

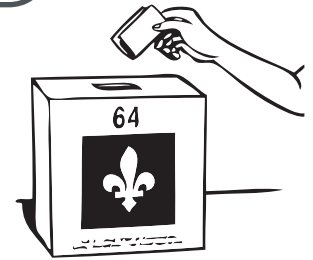
Le parti politique qui fait élire le plus de députéEs forme le gouvernement. Le chef de ce parti devient le premier ministre. Le deuxième parti qui a le plus de députés forme l'opposition officielle.

L'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale est composée des 125 députéEs éluEs par la population. Il s'agit de l'institution où sont votées les lois au Québec.

Le mode de scrutin?

Un mode de scrutin est une façon de transformer les votes de chaque citoyenNE en gouvernement. Il y a deux grandes familles: majoritaire et proportionnel.



Quelle est la différence entre un mode de scrutin majoritaire et proportionnel?

Majoritaire

Le mode de scrutin du Québec est majoritaire. Le jour du scrutin, 125 élections ont lieu en même temps (dans les 125 circonscriptions électorales). Pour chaque circonscription, peu importe le nombre d'électeurs qu'elle contient, c'est le ou la candidatE qui a le plus de votes qui est éluE.

Proportionnel

Plusieurs pays comme l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande ou la Suède utilisent un système électoral proportionnel. Le nombre de députéEs d'un parti est déterminé à partir du nombre de votes obtenus (45% des votes = 45% des députéEs).

► Gouvernement majoritaire ou minoritaire?

...qu'est-ce que ça veut dire?

Au Québec, toutes les décisions (adoption d'une loi, du budget ou d'une motion) à l'Assemblée nationale se prennent à la majorité simple des députéES (50 % + 1). Il y a 125 comtés électoraux au Québec. Pour être majoritaire, un parti doit faire élire 63 députéES. Lors des dernières élections en 2012, le Parti Québécois s'est fait élire minoritaire avec 54 députéES.

...qu'est-ce que ça change?

Un gouvernement *majoritaire* peut gouverner sans se soucier de l'opposition puisque le nombre de ses députéES lui assure d'avoir la majorité lors des votes. Le parti au pouvoir peut donc faire adopter les éléments les plus critiqués de son programme.

Un gouvernement *minoritaire* a beaucoup moins de marge de manoeuvre. Il doit tenir compte des autres partis et créer des alliances pour obtenir une majorité lors des votes. Cette situation l'oblige à être plus à l'écoute de l'opposition et des citoyenNES et l'amène à négocier et à faire des compromis sur les éléments les plus controversés.

► Quelle est la différence entre les services publics et les programmes sociaux?



Activité

Les *services publics* s'adressent à toute la population. Ce sont des activités mises en place par l'État pour dispenser des services dans le but de satisfaire un besoin d'intérêt général.

Les *programmes sociaux* s'adressent à une partie de la population seulement. Ils prennent souvent, mais pas exclusivement, la forme de prestations (chèques) et visent des groupes de personnes qui n'ont pas assez de ressources pour combler tous leurs besoins.

Aujourd'hui, la distinction entre les deux est devenue plus floue. Par exemple, les garderies à 7 \$: un service public ou un programme social?

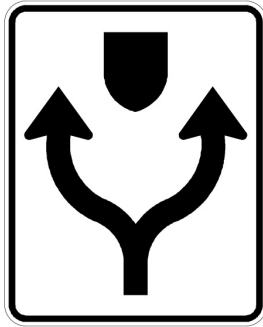
Service ou programme?

En grand groupe, déterminer si les mesures suivantes sont des services publics ou des programmes sociaux :

- Les autoroutes
- L'électricité
- L'aide juridique
- Les écoles
- Les prêts et bourses
- Les hôpitaux
- Les CPE
- Le recyclage
- La pension de retraite
- L'aide sociale
- Les CHSLD
- Les HLM

► Savez-vous reconnaître la gauche et la droite?

Quand on parle de politique, que ce soit dans les médias, dans les réseaux sociaux ou même dans nos conversations entre amiEs ou en famille, deux mots reviennent inévitablement: la droite et la gauche. Même si rien n'est jamais tout blanc ou tout noir et qu'il y existe une grande variété de gris entre les deux, voici tout de même quelques valeurs et idées associées à la droite et à la gauche.



La gauche est associée aux valeurs liées au progrès, à l'égalité, à la solidarité, à la justice sociale et au bien commun. Elle défend des changements en faveur des classes sociales les plus pauvres. Sur le plan économique, la gauche pense que la richesse doit être mieux redistribuée.

La droite est associée aux valeurs liées au maintien des traditions, à la valorisation du mérite, à l'importance de la sécurité et du maintien de l'ordre, du libre marché et de la compétition. Économiquement, la droite prône la création de la richesse et la réduction de la taille de l'État.



Activité

Les mesures suivantes sont-elles de droite ou de gauche?

Faire une présentation des valeurs associées à la gauche et à la droite. En grand groupe, déterminer si les mesures ou politiques ci-dessous penchent davantage d'un côté ou de l'autre en demandant aux participantEs ce qui motive leur choix.

- Les congés parentaux
- Les partenariats publics-privés (PPP)
- La hausse des tarifs d'électricité
- L'aide aux victimes d'acte criminel
- L'assurance médicament
- La taxe santé
- Le ticket modérateur en santé
- Les garderies à 7\$
- La hausse des frais de scolarité
- Les logements sociaux
- Les coupures à l'aide sociale
- La hausse d'impôt des entreprises
- La hausse du nombre d'heures requis pour toucher de l'assurance-emploi

► Qu'est-ce que le néolibéralisme?

Le néolibéralisme est une idéologie de droite. C'est l'idée qu'il est préférable que l'État intervienne le moins possible dans la société au profit de l'économie de marché. Concrètement, cela signifie que le gouvernement règlemente le moins possible le monde des affaires et qu'il se retire de plus en plus des protections sociales mises en place pour protéger les personnes les plus pauvres. Quand un gouvernement dérègle (c'est-à-dire, qu'il enlève ou diminue l'effet des lois), baisse les impôts, coupe dans les programmes sociaux, privatise et hausse les tarifs des services publics comme l'éducation, la santé et l'électricité, on appelle ça des politiques néolibérales.

► Qu'est-ce que l'austérité?

On parle d'austérité quand un gouvernement veut assainir les finances publiques par la réduction des dépenses et l'augmentation des contributions demandées à la population (hausse des taxes et des tarifs). Quand on dit qu'un gouvernement dépose un budget d'austérité, ça veut dire qu'il prévoit couper les dépenses dans les programmes sociaux, hausser les tarifs dans les services publics (ex. hausse des tarifs d'Hydro Québec) et augmenter ou instaurer de nouvelles taxes dans le but d'améliorer l'état des finances publiques et d'atteindre le déficit zéro (équilibre budgétaire).

Selon les groupes sociaux, il s'agit plutôt d'une manière de faire en sorte que les plus pauvres, plutôt que les plus riches, portent le fardeau de la dette publique*. La principale conséquence de ces politiques est l'écart de plus en plus grand entre le revenu des riches et des pauvres. En ce sens, plusieurs économistes, dont le prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, disent que les politiques d'austérité sont responsables de l'accroissement des inégalités sociales.

* La dette publique se crée quand le gouvernement emprunte de l'argent.

► Qui sont les plus touchés par le néolibéralisme et l'austérité?

Ce sont les personnes à faible revenu qui sont les plus touchées par les politiques néolibérales et les politiques d'austérité parce qu'en baissant les impôts des riches et des compagnies, l'État se prive de revenu. Pour compenser la perte de revenu, il hausse les tarifs des services publics. Le problème, c'est que ces hausses de tarifs s'appliquent de la même manière à tout le monde peu importe le revenu des personnes, contrairement aux impôts qui font payer plus cher les personnes les plus riches.

► Qu'est-ce que les PPP?

Les PPP (partenariat public-privé), ça veut dire faire appel au privé pour accomplir des tâches appartenant à l'État. Ceux qui sont pour les PPP disent que ce mode de financement améliore l'efficacité et la qualité des services tout en coûtant moins cher aux contribuables. Ceux qui sont contre les PPP soutiennent que dans plusieurs pays, ce mode de financement a provoqué une augmentation et non une diminution des coûts, et une diminution de la qualité des services (la privatisation de l'eau en France et la construction du métro de Londres en Angleterre par exemple). Au Québec, le virage vers la privatisation et les PPP est déjà bien amorcé. Par exemple, le Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM), le campus de l'Université du Québec à Rimouski à Lévis et les projets de CHSLD en Montérégie et à Laval.

► Le partage des pouvoirs entre le fédéral et le provincial

Le premier ministre du Québec ne peut pas augmenter le nombre d'heures nécessaires pour avoir le droit à l'assurance-emploi (chômage) et le premier ministre du Canada ne peut pas décider de couper l'aide sociale au Québec. Pourquoi? Parce que la constitution canadienne prévoit que les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral n'ont pas les mêmes pouvoirs. C'est ce qu'on appelle les champs de compétence. Mentionnons que le tableau suivant est présenté à titre indicatif puisqu'il ne présente pas toutes les compétences ni les nuances présentes dans le paysage politique du Canada et de ses provinces.

Compétences provinciales	Compétences fédérales	Compétences partagées
<ul style="list-style-type: none">• Éducation (sauf des peuples autochtones)• Santé• Aide sociale• Ressources naturelles• Municipalités	<ul style="list-style-type: none">• Assurance-emploi (chômage)• Armée• Monnaie et banques• Les faillites	<ul style="list-style-type: none">• L'environnement• L'agriculture• L'immigration (au Québec seulement)• Les travaux publics• La culture



Activité

Qui fait quoi : démystifier les compétences

Sur des cartons, découper différentes compétences. Sur une grande feuille, faire deux colonnes : compétences provinciales et compétences fédérales. Demander aux participantEs si, selon eux ou elles, les compétences sont fédérales, provinciales ou partagées. Coller chacun des cartons dans la bonne section et les compétences partagées au centre.

LES PARTIS POLITIQUES

Au Québec, il y a 20 partis politiques autorisés par le Directeur général des élections. Cette section présente une description des 6 principaux partis politiques les plus présents dans les paysages politique et médiatique québécois : ce qu'ils pensent, quelques mesures mises de l'avant lorsqu'ils étaient au pouvoir ou s'ils étaient au pouvoir. L'ordre d'apparition suit un ordre alphabétique. Par la suite, les autres partis politiques sont énumérés, sans description, suivant un ordre alphabétique.



Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ)
Chef : François Legault
www.coalitionavenirquebec.org

Fondée en novembre 2011 par l'ancien ministre péquiste François Legault et l'homme d'affaires Charles Sirois, la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) est un nouveau parti politique au Québec. La CAQ est identifiée sur le plan idéologique comme étant plus à droite que le parti libéral du Québec en raison notamment de sa fusion, en février 2012, avec l'Action démocratique du Québec (ADQ) considérée alors comme étant le parti le plus à droite au Québec.



Option nationale (ON)
Chef : Sol Zanetti
www.optionnationale.org

Fondée en octobre 2011 par l'ancien député péquiste Jean-Martin Aussant devenu député indépendant de Nicolet-Yamaska en juin 2011, Option nationale (ON) est un nouveau parti nationaliste qui se considère, sur le plan idéologique, comme une formation politique progressiste de centre-gauche.



Parti libéral du Québec (PLQ)
Chef : Philippe Couillard
www.plq.org

Le Parti libéral du Québec (PLQ) est un parti fédéraliste, c'est-à-dire qu'il prône un Québec évoluant au sein de la fédération canadienne. C'est le parti de la liberté individuelle et de la liberté économique. Depuis l'arrivée de Jean Charest à la tête de ce parti à la fin des années 1990, celui-ci a pris une orientation anti-interventionniste et néolibérale. Suivant cette idéologie relevant de la droite, le PLQ, lorsqu'il était au pouvoir, a réduit les impôts des entreprises. Il a également réduit les impôts des particuliers. Pour compenser les baisses d'impôt, le Parti libéral a accentué l'approche utilisateur-payeur dans de nombreux services publics en augmentant les tarifs (électricité, frais de scolarité, taxe santé, parcs nationaux, etc.). Il a mis en place les partenariats entre les secteurs public et privé (PPP).



Parti québécois (PQ)
 Chef : Pauline Marois
www.pq.org

Le Parti québécois (PQ) est un parti souverainiste, c'est-à-dire qu'il pense que le Québec doit se retirer du Canada pour devenir un pays indépendant. Bien qu'il se dise à gauche sur le plan idéologique, le PQ a pris un virage nettement plus à droite au milieu des années 1990 avec Lucien Bouchard comme premier ministre. Rappelons que c'est le PQ qui a appliqué d'importantes baisses d'impôts au début des années 2000 et qui a lancé la course au « déficit zéro » qui a entraîné la retraite anticipée de milliers de professionnels de la santé et la diminution de l'accès à plusieurs programmes sociaux, comme l'aide juridique par exemple.



Parti vert du Québec (PVQ)
 Chef : Alex Tyrrell
www.pvq.qc.ca

Le Parti vert du Québec (PVQ) réunit des gens de différents horizons politiques et sociaux désirant faire la promotion du développement durable en politique. À ce titre, il espère réduire les impacts négatifs de l'activité humaine sur l'environnement notamment en taxant davantage les produits dommageables pour l'environnement comme les pesticides, les emballages et les biens de consommation jetables.



Québec solidaire (QS)
 Porte-parole : Françoise David et
 Andres Fontecilla
www.quebecsolidaire.net

Québec solidaire (QS) se définit comme étant un parti progressiste de gauche, écologiste, féministe, pacifiste, pluraliste, démocratique et souverainiste. QS s'oppose à la présence du privé dans le système de santé. Au niveau de l'éducation, QS est pour la gratuité scolaire, veut réduire le nombre d'élèves par classe et éliminer progressivement les subventions aux établissements scolaires privés.

► Liste des autres partis politiques

Chef : Bloc pot Chef : Hugô St-Onge www.blocpot.qc.ca	Parti de la classe moyenne du Québec Chef : Jean Lavoie	Parti nul Chef : Renaud Blais www.partinul.org
Équipe Adrien Pouliot - Parti conservateur du Québec Chef : Adrien Pouliot	Parti des sans parti Chef : Frank Malenfant www.sansparti.org	Parti unité nationale Chef : Paul Biron www.partidcq.qc.ca
Équipe autonomiste Chef : Guy Boivin www.equipeautonomiste.ca/fr	Parti équitable Chef : Patricia Domingos www.partiequitable.com	Québec - Révolution démocratique Chef : Robert Genesse
Mon pays le Québec Chef : Claude Dupré	Parti indépendantiste Michel Lepage www.partiindependantiste.org	Union citoyenne du Québec Chef : Marc-André Lacroix www.ucquebec.org
Nouveau Parti démocratique du Québec Chef : Pierre Ducasse	Parti marxiste-léniniste du Québec Chef : Pierre Chenier www.pmlq.qc.ca	

LES ENJEUX ÉLECTORAUX

Les différents partis sont amenés à se positionner, dans leur programme politique et leur plateforme électorale, sur différents enjeux de société. En voici quelques exemples :

Les enjeux électoraux	Accord	Désaccord
ÉCONOMIE		
Augmentation des tarifs de nos services publics	PLQ, CAQ, PQ	ON, PVQ, QS
Partenariats public-privé (PPP).	PLQ, CAQ	ON, PQ, PVQ, QS
ÉDUCATION		
Augmentation des droits de scolarité.	CAQ, PQ, PLQ	ON, PVQ, QS
Abolition des commissions scolaires.	CAQ, PVQ	ON, PLQ, PQ, QS
Réduction des subventions accordées aux écoles privées.	CAQ, ON, PQ, PVQ, QS	PLQ
ENVIRONNEMENT		
Exploitation des gaz de schiste.	CAQ, PLQ, PQ,	ON, PVQ, QS
Normes environnementales plus sévères.	PVQ, QS	CAQ, PLQ, PQ, ON
POLITIQUES LINGUISTIQUES		
Obligation du français comme langue de travail.	ON, PQ, QS	CAQ, PLQ, PVQ
Meilleure protection de la langue française au Québec.	CAQ, ON, PQ, PVQ, QS	PLQ
PROGRAMMES SOCIAUX		
Augmentation des prestations d'aide sociale.	ON, PVQ, QS, PQ*	CAQ, PLQ, PQ*
Augmentation des frais pour une place en garderie publique.	CAQ, PLQ, PQ	ON, PVQ, QS
Plus de place pour le privé dans le système de santé.	CAQ, PLQ	ON, PQ, PVQ, QS
TAXES ET IMPÔTS		
Augmentation d'impôt des personnes les plus riches.	ON, PQ, PVQ, QS	CAQ, PLQ
Augmentation d'impôt des grandes entreprises.	ON, PQ, PVQ, QS	CAQ, PLQ
Augmentation des redevances des ressources naturelles.	ON, PQ, PVQ, QS	CAQ, PLQ
NATIONALISME		
Souveraineté du Québec**	ON, PQ, QS	CAQ, PLQ
LAÏCITÉ		
La charte de la laïcité (ou Projet de loi 60)	PQ	CAQ, ON, PLQ, QS, PVQ
Interdire le port des signes religieux à touTEs les employéEs de l'État***	PQ	PLQ, QS, CAQ
Interdire le port des signes religieux aux employéEs de l'État ayant un pouvoir de coercition (ex. juges)***	PQ, CAQ, QS	PLQ

*Le PQ a coupé dans l'aide sociale alors qu'il était au pouvoir, pour ensuite l'augmenter un peu.

** Le PVQ est neutre sur la question nationale.

***ON et PVQ n'a pas pris une position détaillée sur la Charte des valeurs.

▶ Les promesses électorales

Lors des élections, les partis formulent des promesses électorales dans le but de convaincre les électeurs-trices de voter pour leurs candidatEs. Toutefois, rien n'oblige les partis à respecter leurs promesses une fois au pouvoir. Il arrive trop souvent que les partis fassent l'inverse de ce qu'ils ont promis.



Activité

Les belles promesses

En équipe, trouver 3 promesses que les partis au pouvoir des dernières années (PQ et PLQ) n'ont pas tenues. Trouvez des moyens de faire respecter les promesses. Partagez en grand groupe et lancez une discussion sur les promesses électorales :

- Pourquoi les partis politiques ne respectent-ils pas toujours leurs promesses après avoir pris le pouvoir ?
- Comment peut-on collectivement forcer les partis politiques à respecter leurs promesses ?

▶ LES ENJEUX NÉGLIGÉS

Certains enjeux de société vous préoccupent, mais vous trouvez que les politicienNES n'en parlent pas assez ou même pas du tout? Vous avez raison ! Règle générale, pendant une campagne électorale, les partis parlent des besoins de l'économie ou de la nation, ou encore de la dette publique pour donner l'impression que les enjeux dont ils parlent sont plus importants que l'amélioration des conditions de vie des personnes les plus pauvres. Alors que leur vision des choses risque de ne profiter qu'à une minorité de gens riches, comment permettre aux enjeux sociaux de trouver une place dans les débats publics?



Activité

Lettre à mes candidatEs

Et si nous commencions par leur donner nous même de l'importance en interpellant nos candidatEs sur ces enjeux? En équipe, choisir 3 ou 4 enjeux sociaux qui vous touchent le plus dans vos vies et formulez des questions à adresser à vos candidatEs. Revenir en grand groupe dans le but d'écrire une lettre collective adressée aux candidatEs que tout le groupe signera.

► L'égalité entre les femmes et les hommes



Au Québec, le revenu moyen du cinquième de la population le plus pauvre est de 10 000 \$ par année et celui du cinquième le plus riche est de 100 000 \$. Comme par hasard, on retrouve beaucoup plus de femmes dans le premier groupe que dans le second ! Encore aujourd'hui, les femmes continuent de gagner en moyenne 72 % du salaire des hommes. Or, malgré cette inégalité qui perdure, les partis politiques s'y intéressent peu...

► La lutte contre la pauvreté



Un récent rapport de l'organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) démontrait que les inégalités de revenus se sont creusées au cours des 20 dernières années au Canada. Ainsi, la croissance économique des 20 dernières années aura plus profité aux riches qu'aux pauvres. Pour mener une véritable lutte contre la pauvreté, le gouvernement doit s'attaquer à ces causes en augmentant le revenu direct des personnes, en bonifiant les programmes sociaux et en réformant la fiscalité de manière à redistribuer équitablement la richesse.

► Des logements accessibles et abordables



L'augmentation des prix des loyers, l'accès difficile à des logements abordables et l'augmentation de l'itinérance sont des problèmes urgents. Pour régler ces problèmes, le gouvernement doit construire davantage de logements sociaux et faciliter la création de coopératives d'habitation subventionnées.

► Un système de santé public



Les dernières décennies ont été marquées par une augmentation du recours au privé en santé. Même si le privé y est déjà présent (soins dentaires, examens de la vue, médicaments, physiothérapie, etc.), une privatisation plus profonde a maintenant pris le relais. Dorénavant, les cliniques privées, les agences privées de soins infirmiers, les centres d'accueil privés pour personnes âgées en perte d'autonomie prennent toujours plus de place. On nous dit que le système public est trop coûteux et inefficace et que les listes d'attentes s'allongent sans cesse. La solution proposée est le recours au privé. Mais est-ce la bonne solution?

▶ Du travail à un salaire décent



Le salaire minimum n'est pas suffisant pour garantir un revenu au-delà du seuil de faible revenu, même si on travaille à temps plein. De plus en plus de travailleurs et travailleuses en arrachent, peinent à rejoindre les deux bouts et se retrouvent malgré tout dans une situation de pauvreté. Pour régler ce problème, le gouvernement doit mettre en place des mesures telles que renforcer les normes du travail, hausser le salaire minimum, donner un meilleur accès à la syndicalisation.

▶ Une éducation gratuite et accessible



Plusieurs études démontrent que la hausse des frais de scolarité a un impact négatif sur l'accessibilité aux études. Cette situation touche principalement les personnes à faible et à moyen revenu qui doivent s'endetter pour avoir accès aux études postsecondaires. Elle affecte aussi davantage les gens moins riches, qui devront payer plus cher leurs études en bout de ligne puisque les intérêts sur leurs dettes s'accumuleront plus longtemps et seront donc un fardeau plus lourd à porter. Le gouvernement a les moyens de régler ce problème par la mise en place de la gratuité scolaire au Québec.

▶ Un environnement sain



La crise environnementale a plusieurs formes : pollution de l'eau, de l'air et des sols, bien sûr, mais aussi réchauffement climatique, épuisement des ressources naturelles et disparition de nombreuses espèces, pour ne nommer que quelques défis auxquels l'humanité est confrontée puisqu'il en va de sa survie. La lutte pour la protection de l'environnement se heurte constamment aux intérêts économiques et aux trop timides actions des gouvernements. Quand les politicienNEs feront-ils de l'environnement une priorité politique ?

▶ La liberté d'expression



Dans les dernières années, nous avons assisté à une multiplication de lois qui s'attaquent aux droits fondamentaux, qui limitent la liberté d'expression et d'association. Par exemple, les lois limitant le droit de manifester, les lois antisyndicales ou anti-féministes et des lois municipales anti-masques, les arrestations préventives, le profilage politique. Allons-nous de plus en plus vers un état policier?

► Une société non-discriminatoire et non-violente



La tempête médiatique entourant le projet de Charte des valeurs québécoises a remis au grand jour des réalités discriminatoires et des formes d'oppression (racisme, sexisme, homophobie, etc.) qui s'expriment parfois de manière violente au Québec. Le gouvernement pourrait entre autres appuyer des programmes d'éducation et des politiques pour contrer toutes ces formes de discrimination. Cependant, on remarque qu'il peut être plus facile pour certains politiciens d'espérer gagner des votes en ne s'attaquant pas aux préjugés.

► Nous avons les moyens de nos projets sociaux

Les coupures dans les services publics et les programmes sociaux affectent le niveau de vie de la population, particulièrement les personnes en situation de pauvreté. Les groupes sociaux pensent qu'il existe des solutions afin d'éviter de privatiser et d'augmenter les tarifs de nos services sociaux et que ces solutions doivent passer par des mesures fiscales favorisant une meilleure redistribution de la richesse. Voici quelques exemples à proposer à nos partis politiques :

- Établir 10 paliers d'imposition pour les particuliers, de façon à taxer davantage les gens très riches
- Augmenter le taux provincial d'imposition des entreprises à 15 % (actuellement à 11,9 %)
- Augmenter la contribution fiscale des institutions financières (banques, Desjardins, etc.), notamment en rétablissant la taxe sur le capital pour les entreprises financières
- Contrôler le coût des médicaments

Des moyens existent pour assurer une meilleure répartition des contributions de chacun pour améliorer la situation. Exigeons-les !

► Pour en savoir plus

- Sur la privatisation et les PPP : ababord.org; scfp.qc.ca; economieautrement.org; iris-recherche.qc.ca
- Sur la pauvreté : pauvrete.qc.ca; fcpasq.qc.ca; aubasdelechelle.qc.ca
- Sur la santé : cssante.com; csn.qc.ca et ftq.qc.ca
- Sur l'environnement : rqge.org; eausecours.org
- Sur l'éducation et la hausse des frais de scolarité : asse-solidarite.qc.ca
- Sur le logement : frapru.qc.ca et rclalq.qc.ca
- Sur l'égalité entre les femmes et les hommes : ffq.qc.ca et rcentres.qc.ca
- Sur la fiscalité : quebec.attac.org; nonauxhausses.org
- Sur les gaz de schiste : aqlpa.com; bape.gouv.qc.ca
- Sur le budget du Québec : budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2014-2015
- Sur le fonctionnement de la politique provinciale : assnat.qc.ca; electionsquebec.qc.ca



Pour organiser une activité sur les élections, communiquez avec votre Table régionale d'éducation populaire.

AGÉPA - Centre-du-Québec
819 795-4441
agepa@videotron.ca

ROM - Mauricie
819 379-2889
inforom.mauricie@gmail.com

TROVEP de l'Estrie
819 566-2727
trovepe@aide-internet.org

MÉPAC - Saguenay-Lac-Saint-Jean, Chibougamau-Chapais
418-412-4545
info@mepac.qc.ca

RÉPAC-03-12 - Québec et Chaudière-Appalaches
418 523-4158
repac@repac.org

TROVEP de la Montérégie
450 443-9330
jtrovepm@synd-champlain.qc.ca

MÉPAL - Lanaudière
450 752-4700
mepalqc@yahoo.fr

Table des groupes populaires - Côte-Nord
418 589-2809
table@groupepopulaires.org

TROVEP de Montréal
514 527-1112
trovep@cooptel.qc.ca

RÉPAT - Abitibi-Témiscamingue
819 762-3114
info@lerepat.org

TROVEP de l'Outaouais
819 771-5862
vtrovepo@bellnet.ca